**BURKINA FASO**

---

La Patrie ou la Mort, nous Vaincrons

**IV$^{E}$ REPUBLIQUE**

---

**TROISIEME LEGISLATURE DE TRANSITION**

*Session permanente*

# ASSEMBLEE LEGISLATIVE DE TRANSITION

## COMMISSION DES AFFAIRES GENERALES, INSTITUTIONNELLES ET DES DROITS HUMAINS (CAGIDH)

**RAPPORT N°2025-021/ALT/CAGIDH**

**DOSSIER N°024 : RELATIF AU PROJET DE LOI PORTANT CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

Présenté au nom de la Commission des affaires générales, institutionnelles et des droits humains (CAGIDH) par les députés **Daniel ZOUNGRANA** et **Samadou OUARE**, rapporteurs.

*Décembre 2025*

L'an deux mil vingt-cinq, le vendredi 28 novembre de 09 heures 06 minutes au samedi 29 novembre à 01 heure 20 minutes, le mardi 02 décembre de 09 heures 21 minutes à 12 heures 17 minutes et le vendredi 05 décembre de 09 heures 17 minutes à 20 heures 14 minutes, la Commission des affaires générales, institutionnelles et des droits humains (CAGIDH) s'est réunie en séances de travail, sous la présidence des députés Linda Gwladys OUEDRAOGO/KANDOLO et Boubacar BALBONE, respectivement Présidente et Vice-président de ladite Commission, à l'effet d'examiner le projet de loi portant code général des collectivités territoriales.

Le Gouvernement était représenté par monsieur Emile ZERBO, Ministre d'Etat, Ministre de l'Administration territoriale et de la mobilité. Il était assisté de ses collaborateurs et de représentants du Ministère de la Justice et des droits humains, chargé des relations avec les institutions.

Les Commissions générales, saisies pour avis, étaient représentées ainsi qu'il suit :

- la Commission des affaires étrangères, de la défense et de la sécurité (CAEDS), par le député Moussa SANGARE ;
- la Commission du développement durable (CDD), par le député Aboubacar KABRE ;
- la Commission du genre, de la santé, de l'action sociale et humanitaire (CGSASH), par le député Esther BAMOUNI /KANSONO ;
- la Commission des finances et du budget (COMFIB), par le député Drissa SANOGO.

La Présidente de la CAGIDH, après avoir souhaité la bienvenue à la délégation gouvernementale, a proposé le plan de travail suivant qui a été adopté :

- audition du Gouvernement ;
- débat général ;
- examen du projet de loi article par article ;
- appréciation de la Commission.

En prélude à l'audition du Gouvernement et dans le souci de recueillir le maximum d'informations et de contributions, la Commission a d'abord organisé un atelier d'appropriation du projet de loi et a auditionné des acteurs.

❖ **Atelier d'appropriation du projet de loi**

Dans l'optique d'examiner et de s'approprier efficacement le projet de loi, la Commission a organisé un atelier d'appropriation qui s'est tenu, du 12 au 23 novembre 2025 à Koudougou.

❖ **Audition des acteurs**

La Commission a ensuite auditionné des acteurs selon le chronogramme suivant :

➢ **Lundi 24 novembre 2025**

- de 09 heures 24 minutes à 11 heures 32 minutes, l'Association des anciens maires et élus locaux du Burkina Faso (AMEL-BF) ;
- de 12 heures 25 minutes à 13 heures 30 minutes, l'Amicale des administrateurs civils retraités du Burkina Faso (AACR-BF) ;
- de 14 heures 28 minutes à 15 heures 27 minutes, l'Association des municipalités du Burkina Faso (AMBF).

➢ **Mardi 25 novembre 2025**

- de 09 heures 02 minutes à 09 heures 46 minutes, l'Association des régions du Burkina Faso (ARBF) ;
- de 11 heures 08 minutes à 11 heures 58 minutes, le Centre pour la gouvernance démocratique (CGD) ;
- de 12 heures 01 minute à 13 heures 14 minutes, monsieur Paul KIEMDE, Enseignant chercheur ;
- de 14 heures 30 minutes à 15 heures 27 minutes, le Conseil national des organisations de la société civile du Burkina (CNOSC).

Certains acteurs ont apprécié positivement les innovations contenues dans le présent projet de loi notamment :

- la meilleure répartition des compétences entre collectivités territoriales avec des compétences exclusives, partagées et consultatives ;
- la reconnaissance de compétences propres aux arrondissements avec des moyens d'action pour les mettre en œuvre ;
- la catégorisation des communes selon leurs capacités de mobilisation financière ;
- l'établissement des contrats d'objectifs entre l'Etat et les Présidents des conseils des collectivités territoriales ;
- la création d'une commission permanente dénommée commission sécurité et défense civile ;
- l'implication de nouvelles composantes de la société dans la gestion des affaires locales.

D'autres, par contre, ont émis des préoccupations relatives à :

- la distinction entre commune de plein exercice et commune de moyen exercice qui n'est pas suffisamment expliquée ;
- la suppression des élections pour une catégorie de communes ;
- l'usage des critères financiers et au problème de répartition des ressources publiques ;
- l'accroissement du contrôle de l'Etat à l'égard des collectivités territoriales ;
- l'absence de dispositions permettant aux collectivités territoriales d'asseoir une administration fiscale locale en vue de permettre une meilleure mobilisation des ressources propres.

Ces acteurs, en plus de leur participation, ont, pour la plupart, reversé à la Commission des contributions écrites qui l'ont éclairée lors de la séance d'audition du Gouvernement.

Le laboratoire citoyennetés s'est excusé auprès de la Commission pour son absence à la séance d'audition. Toutefois, il a fait parvenir ses contributions écrites.

# I. AUDITION DU GOUVERNEMENT

Le Gouvernement a présenté l'exposé des motifs du projet de loi en trois points :

- contexte et justification ;
- processus d'élaboration du projet de loi ;
- présentation du projet de loi.

## I.1. Contexte et justification

Le Burkina Faso a entamé depuis 2018 le troisième cycle de son processus de décentralisation. Ce troisième cycle est marqué par l'adoption de référentiels prospectifs et d'orientations en vue d'améliorer la gouvernance locale et de faire des collectivités territoriales de véritables acteurs du développement durable.

Le passage à ce troisième cycle fait suite à l'état des lieux de la décentralisation, réalisé en 2015. Cet état des lieux a révélé que de nombreux acquis ont été engrangés. Sur le plan législatif notamment, on note l'adoption de la loi n°055-2004/AN du 21 décembre 2004 portant code général des collectivités territoriales ayant conduit à la communalisation intégrale du territoire en 2006 et à la mise en place des organes d'administration et de gestion des collectivités territoriales. Ainsi, le pays dispose depuis lors, de 351 communes et de 13 régions collectivités territoriales.

En dépit des acquis enregistrés, l'état des lieux a révélé que le code général des collectivités territoriales contient des insuffisances. Ces insuffisances sont principalement relatives :

- à la faible implication des populations dans les projets de développement ;
- à la faible création de richesses par les collectivités territoriales ;
- à la faible contribution des collectivités territoriales à l'amélioration de l'employabilité des jeunes ;
- à la faible implication des collectivités territoriales dans la résolution de la crise sécuritaire et dans la lutte contre l'insécurité alimentaire ;
- à l'exclusivité de la représentation des populations par les partis politiques dans les conseils de collectivités territoriales ;

- à la pléthore de conseillers dans plusieurs collectivités territoriales et la faible représentation des couches vulnérables (femmes, jeunes, personnes handicapées) ;

- aux conflits, entre les communes et les régions, inhérents à l'exercice des compétences ;

- aux recrutements de complaisance des agents des collectivités territoriales ;

- au mode d'élection des présidents de collectivités territoriales de plus en plus contesté par les populations remettant en cause, dans de nombreux cas, leur légitimité ;

- à l'insuffisance de compétences réelles des arrondissements limitant leurs moyens d'action ;

- à l'affaiblissement de l'autorité de l'Etat.

C'est donc dans le but d'apporter des solutions aux insuffisances constatées qui entravent le bon fonctionnement des collectivités territoriales d'une part, de prendre en compte les nouvelles orientations, les actions du pilier 3 « renforcer l'Etat et améliorer la gouvernance » du Plan d'action pour la stabilisation et le développement, d'autre part, que le département de l'Administration territoriale et de la mobilité a procédé à la relecture de la loi n°055-2004/AN du 21 décembre 2004 portant code général des collectivités territoriales.

## I.2. Processus d'élaboration du projet de loi

Le processus d'élaboration du présent projet de loi portant Code général des collectivités territoriales (CGCT) s'est fait suivant une démarche participative, itérative et de co-construction et s'est déroulé en cinq phases.

La première phase (2016) a consisté en la mise en place d'un comité de relecture du CGCT composé essentiellement de structures du ministère chargé de la décentralisation.

Les travaux dudit comité ont abouti à l'élaboration d'une première version de l'avant-projet de loi portant code général des collectivités territoriales.

La deuxième phase (2017-2019) a consisté en l'amendement de la première version de l'avant-projet de loi par les acteurs de la décentralisation.

Au total cinq (05) rencontres ont été organisées. Il s'agit de :

- la rencontre, avec les ministères à compétences transférées, tenue du 26 au 30 décembre 2017 ;

- la rencontre avec les structures techniques du ministère en charge de la décentralisation tenue du 28 mai au 1er juin 2018 ;

- la rencontre avec les partenaires sociaux du ministère en charge de la décentralisation, les Organisations de la société civile (OSC) et le secteur privé, tenue du 17 au 24 décembre 2018 ;

- la rencontre avec les faitières des collectivités territoriales que sont l'Association des municipalités du Burkina Faso (AMBF) et l'Association des régions du Burkina Faso (ARBF) ; ladite rencontre s'est tenue du 26 au 29 décembre 2018 ;

- la rencontre avec les partis et formations politiques de la majorité présidentielle et de l'opposition tenue, du 27 au 29 mai 2019.

Après la phase d'amendement de cette première version de l'avant-projet de loi par les acteurs, le document a fait l'objet d'une présentation en Conseil de cabinet élargi du ministère en charge de la décentralisation, le 16 juillet 2019. Cela a donné lieu à une deuxième version de l'avant-projet de loi.

Le processus d'élaboration de l'avant-projet de loi a été suspendu suite aux conclusions du dialogue politique initié par le Chef de l'Etat en juillet 2019. Lesdites conclusions ont recommandé que les réflexions sur l'introduction du suffrage universel direct pour l'élection des premiers responsables des collectivités territoriales soient reportées après les élections de 2020.

La troisième phase (2021) a consisté en l'actualisation de la deuxième version de l'avant-projet de loi pour tenir compte du changement institutionnel intervenu après les élections de novembre 2020. Cela s'est traduit par l'organisation de quatre rencontres avec l'ensemble des acteurs concernés :

- du 22 au 26 mars 2021 : rencontre d'approfondissement des dispositions relatives à la réforme du contrôle de légalité avec la participation de la Primature, des ministères en charge de la justice et de l'économie, des structures du ministère en charge de la décentralisation et des faitières des collectivités territoriales ;

- du 29 mars au 03 avril 2021 : rencontre de consolidation des dispositions de l'avant-projet de loi avec la participation de la Primature, des ministères à compétences transférées, de Secrétaires généraux de mairie, d'élus locaux, des faitières des collectivités territoriales, des commissions finances et des commissions techniques régionales d'approbation des budgets.

Cette troisième phase a été marquée par la tenue d'un deuxième dialogue politique en septembre 2021 au cours duquel il n'y a pas eu de consensus sur la date d'application de l'élection des présidents de conseils de collectivité territoriale au suffrage universel direct, toute chose qui a abouti à la suspension du processus.

La quatrième phase (2022-2024) a concerné l'inscription de la réforme du CGCT dans le plan d'action de la Transition de 2022 et de 2023 comme action prioritaire. Elle a permis d'approfondir les échanges sur certaines dispositions de l'avant-projet de CGCT, à travers les rencontres ci-après :

- du 09 au 17 novembre 2022 : rencontre de réflexion sur l'érection de l'arrondissement en collectivités territoriales menée par les structures techniques du ministère en charge de la décentralisation ;

- du 03 au 08 mai 2023 : rencontre d'approfondissement des réformes avec les représentants du ministère en charge de l'économie ;

- du 16 au 19 mai 2023 : rencontre sur la répartition des compétences entre l'Etat et les collectivités territoriales avec les ministères à compétences transférées et le ministère en charge de l'économie ;

- du 22 mai au 1er juin 2023 : rencontre de finalisation de l'avant-projet de CGCT avec le ministère en charge de l'économie ;

- du 26 au 28 juin et le 1er juillet 2024 : appréciation de l'avant-projet de loi par le Comité technique de vérification des avant-projets de loi (COTEVAL) qui a émis un avis favorable.

La cinquième phase (2025) a consisté à identifier les réformes majeures souhaitées par les acteurs à travers l'état des lieux de la décentralisation. Cette identification s'est matérialisée par l'organisation :

- des consultations régionales, tenues les 25, 26 et 27 août 2025 en simultané dans toutes les régions sous la présidence des gouverneurs ;

- des états généraux de la décentralisation, tenus du 10 au 12 septembre 2025 sous la présidence de Son Excellence Monsieur Rimtalba Jean Emmanuel OUEDRAOGO, Premier ministre, sous le thème « *Quelle décentralisation pour un développement local et une meilleure contribution à la sécurisation du territoire ?*».

A l'issue des différentes phases, l'avant-projet de loi a fait l'objet d'examen en Conseil de cabinet, le mardi 21 octobre 2025 au cours duquel des amendements et observations ont été faits.

L'avant-projet de loi portant CGCT a été adopté par le Conseil des ministres en sa séance du 30 octobre 2025.

## I.3. Présentation du projet de loi

### I.3.1. Innovations majeures

Les innovations majeures contenues dans le présent projet de loi sont les suivantes :

- le renforcement du mécanisme de collaboration entre les collectivités territoriales et les services techniques déconcentrés sous la coordination des chefs de circonscriptions administratives pour la restauration de l'autorité de l'Etat ;

- la révision des critères pour l'érection des communes. Elle consiste à maintenir la communalisation intégrale mais en faisant une distinction entre les communes selon la capacité de mobilisation des ressources propres. Elle institue trois types de communes. La commune de moyen exercice, lorsque ses ressources budgétaires propres annuelles sont inférieures à cinquante millions (50 000 000) de francs CFA. Dans ce cas, elle est placée sous la présidence d'un représentant de l'Etat avec un organe délibérant d'au plus huit (08) membres issus des composantes de la société de la commune. La commune de moyen exercice est érigée en commune de plein exercice lorsque les ressources budgétaires propres sont supérieures ou égales cinquante millions (50 000 000) de francs CFA. La commune de plein exercice est érigée en commune à statut particulier lorsque les ressources budgétaires propres sont supérieures ou égales cinq milliards (5 000 000 000) de francs CFA. En appliquant ce critère et se basant sur les comptes administratifs des collectivités territoriales de l'année 2024, deux

cent quarante-cinq (245) communes seront classées comme communes de moyen exercice, cent quatre (104) classées communes de plein exercice et deux (02) seront communes à statut particulier. Avant les prochaines élections générales, une évaluation sur les trois derniers exercices budgétaires sera faite pour déterminer les communes de plein exercice et à statut particulier dans lesquelles les élections seront organisées. Cette situation contribuera à réduire de façon significative le coût des élections et à entrainer une saine émulation des collectivités territoriales ;

- l'établissement d'un contrat d'objectif entre l'Etat et le président du conseil de collectivité territoriale. Il vise à s'assurer de la prise en compte de la vision du Gouvernement et des besoins prioritaires des populations à la base dans les actions des collectivités territoriales ;

- la redéfinition des compétences transférées aux collectivités territoriales en compétences exclusives, partagées et consultatives en tenant compte des capacités réelles des collectivités territoriales afin d'exercer pleinement les compétences à elles transférées ;

- l'octroi d'une autonomie relative à l'arrondissement. Cette option maintient la commune à statut particulier dans son format actuel et définit des compétences exclusives et consultatives à l'arrondissement. Elle rend obligatoire le transfert des ressources de la commune à statut particulier à l'arrondissement pour l'exercice desdites compétences. Ces arrondissements auront des budgets annexés au budget de la commune à statut particulier. Cette réforme renforce les compétences de l'arrondissement dans la délivrance des services de proximité ;

- la prise en compte d'acteurs autres que les partis politiques dans la composition des conseils de collectivités territoriales. Les conseils des collectivités des communes de plein exercice, urbaines et à statuts particuliers seront composés de conseillers élus et de conseillers d'autres composantes de la société désignés. Cette innovation consiste à prendre en compte toutes les composantes de la société (jeunes, femmes, personnes handicapées, acteurs du monde rural, etc.) dans la composition des conseils de collectivité territoriale. Elle permet d'éviter l'exclusivité de la représentation des populations et le monopole de la gestion des affaires locales par les partis politiques. Cette réforme permet une meilleure

implication de l'ensemble des populations dans la gestion des affaires publiques locales ;

- la création d'une commission permanente dénommée « Commission sécurité et défense civile » et d'une commission « agro-sylvo-pastorale, aménagement du territoire, environnement et gestion foncière » au niveau des collectivités territoriales afin de permettre une meilleure participation des populations à la résolution des problématiques liées à la sécurité au niveau local et à l'atteinte de l'auto-suffisance alimentaire ;

- la réduction du nombre de conseillers municipaux et régionaux afin d'améliorer le fonctionnement des conseils de collectivité territoriale et d'en réduire le coût. Ainsi, il est fixé des quotas par type de collectivité territoriale (commune rurale de plein exercice : 20, commune rurale de moyen exercice : 8, commune urbaine : 20, Arrondissement : 16, conseil régional : 15, Commune à statut particulier : 37 pour Ouaga et 22 pour Bobo) et par composante ;

- l'élection des présidents de conseils de collectivités territoriales au suffrage universel direct. Cette innovation vise à assurer une gouvernance inclusive du territoire pour une démocratie véritable et solide. Elle a pour but de prévenir les conflits liés à la désignation des présidents de conseils de collectivités territoriales, toute chose qui contribuera à la stabilité des conseils de collectivités territoriales ;

- la mise en place d'une assemblée générale inclusive et consultative dans les communes. La réforme vise à instituer la participation du plus grand nombre à la gouvernance au niveau local et à donner une égale chance aux citoyens de participer, de donner leurs avis sur des questions majeures intéressant la vie de la collectivité territoriale. Ces citoyens seront tirés au sort parmi toutes les composantes de la société ;

- la nomination du président de la délégation spéciale. En cas de dissolution d'un conseil de collectivité territoriale ou de l'ensemble des conseils de collectivités territoriales et de la mise en place de la délégation spéciale, celle-ci est présidée par un représentant nommé dans les conditions qui sont précisées par décret en Conseil des ministres ;

- la validation du plan de travail et du budget annuel des collectivités territoriales par les Chefs de circonscriptions administratives (CCA). Cette innovation renforce les pouvoirs de contrôle des CCA vis-à-vis des collectivités territoriales et permet de vérifier la cohérence des actions des collectivités territoriales avec la vision du Gouvernement et les besoins prioritaires des populations ;

- l'obligation de la tenue des journées de redevabilité au moins deux fois dans l'année ;

- l'engagement des collectivités territoriales dans la mobilisation communautaire pour la réalisation des projets de développement local. Cette innovation engage les collectivités territoriales à mobiliser leurs communautés pour soutenir la mise en œuvre des Initiatives présidentielles et les actions endogènes de développement ;

- l'institution du statut de conseiller de collectivité territoriale. Il s'agit de mieux encadrer la fonction de conseillers municipaux et régionaux en définissant leurs droits, devoirs et valeurs déontologiques.

### I.3.2. Contenu du projet de loi

Le projet de loi portant code général des collectivités territoriales contient quatre cent trente-deux (432) articles répartis dans cinq (05) livres, à savoir :

- le livre I : (articles 1 à 79) comporte quatre (04) titres, neuf (09) chapitres et traite des dispositions générales ;
- le livre II : (articles 80 à 181) comporte trois (03) titres et onze (11) chapitres et détermine les compétences et les moyens d'action des collectivités territoriales ;
- le livre III : (articles 182 à 376) comporte deux (02) titres et cinq (05) chapitres, crée des organes et encadre l'administration des collectivités territoriales ;
- le livre IV : (articles 377 à 415) comporte deux (02) titres et deux (02) chapitres régissant les communes à statut particulier et les arrondissements ;
- le livre V : (articles 416 à 432) comporte deux (02) titres qui sont relatifs aux dispositions diverses, transitoires et finales.

## II. DEBAT GENERAL

Au terme de l'exposé de monsieur le Ministre d'Etat, les commissaires ont exprimé des préoccupations auxquelles des éléments de réponse ont été apportés.

**Question n°01 :** **Quels sont les critères qui ont prévalu au choix des couches sociales devant désigner des conseillers municipaux et régionaux ?**

**Réponse :** Les critères qui ont prévalu au choix des couches sociales sont essentiellement la représentativité, la vulnérabilité et la contribution au développement local.

**Question n°02 :** **L'absence de critères démographiques dans le choix du nombre de conseillers n'est-elle pas une entrave à la juste représentativité des populations ?**

**Réponse :** L'absence de critères démographiques dans le choix du nombre de conseillers n'est pas forcément une entrave à la juste représentativité des populations. La notion de représentativité est relative. Le village ou le secteur comme circonscription électorale entrainait un nombre pléthorique de conseillers et incitait les conseillers à privilégier le village ou le secteur. Ce qui était à l'origine d'incompréhensions au sein des conseils de collectivités territoriales. Par exemple, les communes de Kampti : 117 villages avec 234 conseillers, de Ouagadougou : 254 conseillers, de wolonkoto : 2 villages avec 20 conseillers.

La commune comme circonscription électorale a l'avantage d'inciter les conseillers élus et désignés à s'investir pleinement pour son développement harmonieux.

**Question n°03 :** **Est-ce que le Gouvernement a fait du droit comparé en examinant d'autres collectivités territoriales qui ont fonctionné suivant un modèle hybride composé de conseillers élus et désignés ?**

**Réponse :** La proposition du Gouvernement prend surtout en compte les aspirations des populations à la base réaffirmées lors des états généraux de la décentralisation. Cette forme de composition

hybride assure la représentativité effective de certaines couches qui ne pouvaient pas siéger dans les conseils de collectivité car rarement prises en compte par les partis et formations politiques sur les listes de candidature.

**<u>Question n°04</u> :** **A quoi renvoient les primes évoquées à l'article 56 du présent projet de loi ?**

**<u>Réponse</u> :** Il s'agit de toute prime financière versée par la collectivité territoriale en contrepartie d'une prestation des structures techniques de l'Etat, dans le cadre de conventions signées entre les parties. Cette prime est différente des charges liées à l'exécution de la prestation.

**<u>Question n°05</u> :** **Que recouvre la notion « d'organisme des collectivités territoriales », mentionnée à l'article 63 du projet de loi ?**

**<u>Réponse</u> :** La notion « d'organisme des collectivités territoriales » mentionnée à l'article 63 du projet de loi fait référence à toute structure mise en place par les collectivités territoriales par convention. Il s'agit notamment des organismes de coopération transfrontalière et autres formes d'inter-collectivité.

**<u>Question n°06</u> :** **Le Gouvernement peut-il éclairer la Représentation nationale sur la « zone privée de production aménagée sur le territoire communal » mentionnée à l'article 92 et qui n'a pas été définie à l'article 8 du projet de loi ?**

**<u>Réponse</u> :** Il s'agit d'une zone de production aménagée par un particulier sur le territoire communal notamment dans le domaine agro-sylvo-pastoral (ferme, plaine aménagée, forêt privée, etc.).

**<u>Question n°07</u> :** **Suivant le principe de subsidiarité, n'est-il pas indiqué de réserver la lutte contre la divagation des animaux et la lutte contre l'insalubrité, les pollutions et les nuisances diverses prévues à l'article 93 du projet de loi, à la compétence exclusive des communes de moyen et de plein exercice comme c'est le cas pour les arrondissements des communes à statut particulier ?**

**Réponse :** Au regard des moyens limités des communes et consécutivement à la faiblesse de leurs actions en matière de lutte contre la divagation des animaux, les pollutions et les nuisances, il apparait nécessaire que cette compétence demeure partagée entre l'Etat et les communes pour plus d'efficacité.

**Question n°08 : Pourquoi avoir prévu à l'alinéa 2 de l'article 128 du projet de loi, l'autorisation préalable du conseil municipal pour l'utilisation des terres relevant de son autorité par le conseil régional dans le but d'y exercer ses compétences exclusives ?**

**Réponse :** Le territoire de la région étant constitué des territoires des communes, une intervention de la région dans une commune nécessite une autorisation préalable du conseil municipal concerné.

Un amendement peut être apporté pour prévoir des recours auprès de l'autorité compétente en cas de refus.

**Question n°09 : Le Gouvernement peut-il indiquer à la Représentation nationale, en quoi les contrats d'objectifs entre l'Etat et les collectivités territoriales, prévus à l'article 165 du projet de loi et fondés sur la vision du Gouvernement, relèvent de la tutelle qui est censée régir leurs relations ?**

**De tels contrats d'objectifs, concevables dans une relation hiérarchique, ne vont-ils pas remettre en cause l'autonomie des collectivités locales consacrée par la Constitution ?**

**Réponse :** Les collectivités territoriales étant des démembrements de l'Etat, il est indispensable de responsabiliser le représentant de l'Etat dans le suivi de leurs actions à travers l'établissement d'un contrat d'objectifs.

Le contrat d'objectif ne remet pas en cause l'autonomie des collectivités territoriales mais permet au représentant de l'Etat de s'assurer de la prise en compte de la vision du Gouvernement et des besoins prioritaires des populations à la base.

**Question n°10 :** **Comment garantit-on l'autonomie et la libre administration des collectivités territoriales face au renforcement des mécanismes de contrôle ?**

**Réponse :** L'autonomie accordée aux collectivités territoriales est une autonomie contrôlée. En effet, les actions des collectivités territoriales doivent être en phase avec la vision des plus hautes autorités. Les autorités déconcentrées étant des représentants de l'Etat au niveau local, ils ont pour rôle d'accompagner les collectivités territoriales dans la mise en œuvre de leurs compétences. Ainsi, leur présence ne remet pas en cause l'autonomie et la libre administration des collectivités territoriales mais permet un accompagnement plus soutenu.

**Question n°11 :** **La double approbation, par le représentant de l'Etat habilité à l'article 169 et par le ministre chargé des collectivités à l'article 171 du projet de loi, ne risque-t-elle pas d'engendrer une lourdeur de la procédure ?**

**Réponse :** C'est la procédure qui est actuellement en vigueur. Elle permet d'une part aux ministres chargés des collectivités territoriales, des finances et des affaires étrangères de s'assurer de la conformité des projets de convention avec les orientations nationales et d'autre part, à l'autorité d'approbation d'approuver la délibération avec l'avis conforme.

**Question n°12 :** **A quoi renvoie la notion de « métropole » mentionnée à l'article 174 du projet de loi, comme type de coopération décentralisée ?**

**Réponse :** La métropole est un regroupement de plusieurs communes contiguës, organisées autour d'une commune à statut particulier, au sein d'un espace de solidarité en vue de l'élaboration de projets communs de développement et d'aménagement de l'espace. C'est le cas du « Grand Ouaga ».

**Question n°13 :** **Pourquoi n'est-il pas prévu, dans le projet de loi, une représentation des personnes du 3e âge dans la composition des conseils de collectivités ?**

**Réponse :** La représentation des personnes âgées n'a pas été expressément prise en compte. Il existe des mécanismes par lesquels ces personnes pourraient intervenir dans la vie de la collectivité territoriale à travers les organes consultatifs.

**Question n°14 : La non-représentation d'une composante empêche-t-elle la mise en place d'un conseil de collectivité territoriale ?**

**Réponse :** L'absence d'une composante n'empêche pas la mise en place d'un conseil de collectivité territoriale.

**Question n°15 : Au regard du nombre de conseillers des communes de moyen exercice et des dispositions de l'article 193 du projet de loi, n'y a-t-il pas de risque que certaines commissions permanentes ne soient pas complètement composées ?**

**Réponse :** Chaque conseiller a la possibilité de s'inscrire dans plus d'une commission. Il faut rappeler que ce choix a été opéré au regard de la faiblesse des ressources des communes de moyen exercice. Chaque commission permanente peut faire appel à toute personne de ressource en cas de besoin.

**Question n°16 : L'article 222, alinéa 1 du projet de loi prévoit que les réunions des commissions permanentes sont assimilées à des sessions du conseil municipal. Est-ce à dire que les réunions des commissions permanentes sont soumises au même régime que celui du conseil de collectivité ?**

**Réponse :** Le fonctionnement des commissions permanentes est différent de celui du conseil de collectivité territoriale. Cependant l'indemnité de session servie aux conseillers lors des sessions est la même que celle servie aux membres des commissions permanentes lors de leurs réunions.

**Question n°17 : Le Gouvernement peut-il préciser ce à quoi renvoie le « représentant nommé » mentionné à l'article 230 du projet de loi qui est censé présider la délégation spéciale en cas de dissolution générale des conseils de collectivités territoriales ? S'agit-il du représentant de l'Etat, d'une autre entité ou d'une composante ?**

**Réponse :** Il s'agit d'une personne nommée selon le pouvoir discrétionnaire du Gouvernement.

**Question n°18 :** **Qu'est-ce qui justifie l'interdiction faite aux maires et aux adjoints aux maires, ainsi qu'aux présidents de conseils régionaux et aux vice-présidents d'acquérir des actions d'une collectivité locale prévue aux articles 250 et 325 du projet de loi ?**

**Réponse :** Il s'agit d'une question d'éthique et de bonne gouvernance. Cette interdiction permet d'éviter les délits d'initié, les conflits d'intérêts et surtout une collusion malsaine des présidents de conseil de collectivité territoriale, des adjoints ainsi que des vice-présidents.

Le Gouvernement saisit l'opportunité de cette question pour proposer un amendement afin d'étendre cette interdiction aux alliés des personnes sus-citées.

**Question n°19 :** **Le Gouvernement peut-il expliquer le bien-fondé de l'élargissement de la base des emplois éligibles au poste de Secrétaire général de la Mairie d'arrondissement prévu à l'article 389, alinéa 2 du projet de loi, par rapport à ceux prévus pour les autres communes et les régions ?**

**Réponse :** Il s'agit d'une option d'ouverture afin de prendre en compte d'autres profils.

**Question n°20 :** **Pourquoi la gestion des centres d'écoute et de dialogue pour jeunes ne figure pas dans les compétences exclusives de l'arrondissement à l'article 405 du projet de loi ?**

**Réponse :** Les centres d'écoute et de dialogue pour jeunes sont confiés à la commune à statut particulier pour une meilleure prise en charge de la question.

**Question n°21 :** **Il est prévu à l'alinéa 3 de l'article 3 du projet de loi, que la création des circonscriptions administratives précède celle des collectivités territoriales. Cela signifie-t-il que la suppression de la circonscription administrative entrainerait celle de la collectivité territoriale ?**

**Réponse :** Cette suppression n'est pas automatique, car la création, la fusion, la scission et la suppression des collectivités territoriales sont du domaine de la loi. Tandis que la création, la dénomination, la suppression, la réorganisation et la fusion des circonscriptions administratives relèvent du règlement.

La motivation qui a conduit à la disparition de la circonscription administrative pourrait entrainer la disparition de la collectivité territoriale conformément aux textes en vigueur.

**Question n°22 :** **Quel est le bien-fondé de la distinction entre commune de moyen exercice et commune de plein exercice ?**

**Réponse :** Cette distinction permet de stimuler la viabilité économique des territoires (attraction des investisseurs, création d'emplois, mise en œuvre des projets structurants…) et de créer une saine émulation des communes à maintenir leur statut et à travailler pour atteindre un statut supérieur.

**Question n°23 :** **Pourquoi ne pas préciser, à l'article 181 du projet de loi, les modalités de participation financière du groupement d'intérêt public par acte réglementaire plutôt que par ses actes constitutifs ? Préciser si possible la référence.**

**Réponse :** Les membres du groupement d'intérêt public étant de catégories et de capacités financières diverses, il serait moins flexible de fixer les modalités de participation financière du groupement par un texte règlementaire. Les actes constitutifs permettent de mieux déterminer ces modalités au cas par cas. C'est d'ailleurs ce qu'a prévu le décret n°2014-676/PRES/PM/MEF du 1er août 2014 portant statut général des Groupements d'intérêt public (GIP).

**<u>Question n°24</u> :** **L'auxiliaire de justice investi d'un mandat de maire ou de conseiller municipal ne peut accomplir un acte de sa profession contre la commune dont il est le maire ou conseiller (cf. article 251). En revanche, peut-il accomplir un acte en faveur de la collectivité territoriale, comme par exemple, assurer sa défense devant les tribunaux ?**

**<u>Réponse</u> :** Selon le droit burkinabè, un auxiliaire de justice qui est investi d'un mandat de maire ou de conseiller municipal est soumis à des règles de déontologie et de prévention de conflits d'intérêt. Cela signifie que l'accomplissement de cet acte pourrait créer un conflit d'intérêts et compromettre l'exercice de son mandat.

En revanche, l'auxiliaire de justice qui est maire ou conseiller municipal peut accomplir cet acte de représentation de la commune devant les tribunaux et ce, conformément aux dispositions du code général des collectivités territoriales.

**<u>Question n°25</u> :** **Le Gouvernement a-t-il fait une évaluation financière de la mise en œuvre de ce projet de loi ? Quel en est son impact financier ?**

**<u>Réponse</u> :** Pour l'instant, le Gouvernement n'a pas fait une évaluation financière du présent projet de loi. Du reste, le Gouvernement note que l'impact financier sera faible en ce sens que le coût de fonctionnement des collectivités territoriales va considérablement baisser avec la réduction du nombre de conseillers.

Compte tenu du fait qu'il n'y aura pas d'élections dans les communes de moyen exercice, l'adoption de cette loi réduira le coût d'organisation des élections locales.

**<u>Question n°26</u> :** **Quel est le mécanisme qui est prévu pour améliorer le recouvrement des ressources propres des collectivités territoriales ?**

**<u>Réponse</u> :** Pour disposer de recettes propres, il faut d'abord avoir de la matière imposable. Pour cela, il est nécessaire de créer de la richesse. Le Gouvernement, en cela, accompagne les collectivités territoriales à réaliser des projets structurants pour impulser le développement économique local.

Aussi, les initiatives suivantes seront mises en œuvre :

- l'évaluation du potentiel des collectivités territoriales ;
- le déploiement d'une stratégie de mobilisation de ressources financières ;
- la mutualisation des services de recouvrement ;
- la digitalisation du système de paiement des taxes et impôts ;
- l'intensification de la sensibilisation des populations au civisme fiscal ;
- la tenue obligatoire des journées de redevabilité.

**<u>Question n°27</u> :** **Quel est le dispositif prévu pour permettre aux chefs de circonscriptions administratives de jouer pleinement leur rôle de validation des actes des collectivités territoriales ?**

**<u>Réponse</u> :** Après l'adoption du code, des mesures d'accompagnement et de renforcement de capacités seront prises pour permettre aux chefs de circonscriptions administratives d'exercer avec efficacité leurs fonctions de tutelle rapprochée des collectivités territoriales.

**Question n°28 :** **Comment la classification des communes selon leurs ressources propres impactera les capacités d'action et de développement des collectivités territoriales ?**

**Réponse :** La classification des communes selon leurs ressources propres vise notamment à assurer la viabilité financière et économique de celles-ci.

Elle permettra d'instaurer une saine émulation entre les communes. En effet, il sera défini des services essentiels par type de communes et certains services seront mutualisés au niveau des communes de moyen exercice. Cela permettra de réduire les coûts de fonctionnement de ces administrations.

Par ailleurs, des actions spécifiques ciblées permettront aux communes de mobiliser des ressources propres afin de se maintenir dans leur catégorie ou d'évoluer vers une catégorie supérieure.

**Question n°29 :** **Quelles sont les dispositions envisagées pour accompagner les collectivités les plus fragiles dans la gestion administrative et financière ?**

**Réponse :** Le Gouvernement a prévu un certain nombre de mécanismes pour accompagner les collectivités territoriales les plus fragiles :

- réduction du nombre de conseillers afin de diminuer le coût de fonctionnement de l'organe délibérant et faciliter la tenue régulière des sessions ;
- obligation de mutualiser certains services en vue d'offrir des services de qualité aux populations ;
- actions directes d'accompagnement à l'endroit des communes pour une mobilisation optimum des ressources propres ;

- engagement des communes dans la mobilisation communautaire pour soutenir les actions de développement ;

- actions de relèvement et de stabilisation (fonds de contingence) engagées dans certaines communes fortement éprouvées par la crise sécuritaire.

**<u>Question n°30</u> : Le changement de statut d'une commune entrainera-t-il la création d'une nouvelle commune ?**

**<u>Réponse</u> :** La création des collectivités territoriales se fait par loi. Le changement de statut n'entraine pas la création d'une nouvelle collectivité territoriale. Il sera constaté par un acte règlementaire.

**<u>Question n°31</u> : L'article 71 soumet le plan de travail et budget annuel à l'approbation préalable du chef de circonscription administrative, puis à l'autorité d'approbation du budget de la collectivité territoriale. Pourquoi ce double niveau d'approbation ?**

**<u>Réponse</u> :** Cette préoccupation est pertinente. Il ne s'agit pas, en réalité, d'une double approbation. Ce mécanisme consiste en la soumission du projet de Plan de travail et budget annuel (PTBA) au Chef de circonscription administrative (CCA) pour validation. En effet, cette validation vise à s'assurer de la prise en compte de la politique du Gouvernement et des aspirations des populations à la base dans le document.

Le plan de travail et budget annuel est un document qui accompagne le budget de la collectivité. C'est à ce titre qu'il sera approuvé par l'autorité chargé d'examiner et d'approuver les budgets des collectivités territoriales.

**<u>Question n°32</u> :** **Les insuffisances reprochées à la décentralisation ne sont-elles pas en réalité imputables au fait que la décentralisation n'a pas été progressive, avec la communalisation intégrale intervenue en 2006 ? Ne serait-il pas judicieux que la nouvelle vision de la décentralisation observe le principe de progressivité ?**

**<u>Réponse</u> :** La décentralisation est un processus dynamique. La communalisation intégrale, intervenue en 2006, n'a pas tenu compte d'un certain nombre de critères à savoir la viabilité économique. Il a été fait une entrée départementale pour les limites des collectivités territoriales d'où les problèmes que nous vivons depuis deux décennies de décentralisation. Le projet de loi ne remet pas en cause cette communalisation intégrale mais intègre une progressivité dans la mise en place des organes de gestion des collectivités en tenant compte de la capacité réelle des communes dans la mobilisation des ressources propres.

## III- EXAMEN DU PROJET DE LOI ARTICLE PAR ARTICLE

A l'issue du débat général, les commissaires ont procédé à l'examen du projet de loi article par article et y ont apporté sept cent vingt-sept (727) amendements, aussi bien de forme que de fond, adoptés et intégrés dans le texte issu de la Commission des affaires générales, institutionnelles et des droits humains.

## IV- APPRECIATION DE LA COMMISSION

La Commission des affaires générales, institutionnelles et des droits humains estime que l'adoption du présent projet de loi permettra d'implémenter une nouvelle approche de la décentralisation en phase avec les aspirations profondes du peuple à travers notamment :

- l'affirmation de l'autorité de l'Etat ;
- la promotion de l'inclusion, de la participation citoyenne et du développement local ;
- la consolidation de la sécurité, de la stabilité locale, de la cohésion sociale ainsi que la prévention et la gestion des conflits par l'implication des acteurs communautaires ;
- le renforcement du dispositif juridique de l'organisation et du fonctionnement des collectivités territoriales.

Par conséquent, la CAGIDH recommande à la séance plénière l'adoption du présent projet de loi.

Ouagadougou, le 05 décembre 2025

La Présidente

**Linda Gwladys OUEDRAOGO/KANDOLO**

Les rapporteurs

**Daniel ZOUNGRANA**

**Samadou OUARE**

**Première séance d'appropriation du projet de loi : 13/11/2025**

**Liste des députés présents**

| N° d'ordre | Nom et prénom (s) | Qualité |
|---|---|---|
| 1. | **OUEDRAOGO/KANDOLO Linda Gwladys** | **Présidente** |
| 2. | **BALBONE Boubacar** | **Vice-président** |
| 3. | **TAPSOBA Lin Désiré** | **2e Secrétaire** |
| 4. | DIALLA Moumouni | Membre |
| 5. | DIALLO Ousmane | Membre |
| 6. | GANSONRE Marc Bertin | Membre |
| 7. | GUITI Lassina | Membre |
| 8. | KINDA Mickaël | Membre |
| 9. | LOMPO Dafidi David | Membre |
| 10. | NANA Basile | Membre |
| 11. | OUARE Samadou | Membre |
| 12. | OUEDRAOGO Aly Badra | Membre |
| 13. | OUEDRAOGO Irméan François | Membre |
| 14. | OUEDRAOGO Souleymane | Membre |
| 15. | THIOMBIANO Yempabou Fayçal Harold | Membre |
| 16. | ZOUNGRANA Daniel | Membre |

## Liste des députés absents excusés

| N° d'ordre | Nom et Prénom (s) | Qualité | Justification |
|---|---|---|---|
| 1. | SALOGO Mahamoudou | 1er Secrétaire | Travaux COMFIB sur le budget |
| 2. | SANOU Yaya | Membre | Travaux COMFIB sur le budget |

## Liste des députés absents

| N° d'ordre | Nom et Prénom (s) | Qualité |
|---|---|---|
| 1. | DAMIEN/YOUL Ini Inkouraba | Membre |
| 2. | SOULAMA Ousséni | Membre |

## Liste des députés des commissions saisies pour avis

| N° d'ordre | Nom et Prénom (s) | Commission |
|---|---|---|
| 1. | BAMOUNI/KANSONO Esther | CGSASH |
| 2. | SANGARE Moussa | CAEDS |
| 3. | KABRE Aboubacar | CDD |

## Liste des députés des commissions saisies pour avis absent excusés

| N° d'ordre | Nom et Prénom (s) | Commission | Justification |
|---|---|---|---|
| 1. | SANOGO Drissa | COMFIB | Travaux COMFIB à Ziniaré |

## Liste du personnel administratif

| N° d'ordre | Nom(s) et prénom(s) | Fonction |
|---|---|---|
| 1. | KABRE Claver | Conseiller juridique |
| 2. | SEGDA Casimir | Chargé de mission |
| 3. | COMPAORE Pascal | Chargé de mission |
| 4. | OUEDRAOGO N. Gérard | Conseiller |
| 5. | BERE K. Aristide | Conseiller |
| 6. | POODA/ZINABA Danielle Berthe Wendyam | Administrateur des services législatifs |
| 7. | OUEDRAOGO Anayidwendé Nicodème | Juriste |
| 8. | DOMBA Malassi Isaac | Administrateur civil |
| 9. | BAMBARA Auguste Marie R. | Conseiller CDD |
| 10. | KYERE/YAOGO Pascaline | Administrateur des services législatifs CGSASH |
| 11. | Dr BALBONE Idrissa | Conseiller CAEDS |
| 12. | BAPINA/SARE Inès Fabiola | Secrétaire de direction |
| 13. | GUIENNE Stevenn | Agent de liaison |

## Liste du personnel administratif absent excusé

| N° d'ordre | Nom(s) et prénom(s) | Fonction | Justification |
|---|---|---|---|
| 1. | KOANDA Daouda | Conseiller | Mission Arabie Saoudite |
| 2. | DALA/ASSAN Letitia Thérèse | Administrateur des services législatifs | Travaux COMFIB sur le budget |
| 3. | SEBEGO Roland | Conseiller COMFIB | Ziniaré travaux COMFIB sur le budget |

## Deuxième séance d'appropriation du projet de loi : 14/11/2025

## Liste des députés présents

| N° d'ordre | Nom et prénom (s) | Qualité |
|---|---|---|
| 1. | **OUEDRAOGO/KANDOLO Linda Gwladys** | **Présidente** |
| 2. | **BALBONE Boubacar** | **Vice-président** |
| 3. | **TAPSOBA Lin Désiré** | **2e Secrétaire** |
| 4. | DAMIEN/YOUL Ini Inkouraba | Membre |
| 5. | DIALLA Moumouni | Membre |
| 6. | DIALLO Ousmane | Membre |
| 7. | GANSONRE Marc Bertin | Membre |
| 8. | GUITI Lassina | Membre |
| 9. | KINDA Mickaël | Membre |
| 10. | LOMPO Dafidi David | Membre |
| 11. | NANA Basile | Membre |
| 12. | OUARE Samadou | Membre |
| 13. | OUEDRAOGO Aly Badra | Membre |
| 14. | OUEDRAOGO Irméan François | Membre |
| 15. | OUEDRAOGO Souleymane | Membre |
| 16. | THIOMBIANO Yempabou Fayçal Harold | Membre |
| 17. | ZOUNGRANA Daniel | Membre |

## Liste des députés absents excusés

| N° d'ordre | Nom et Prénom (s) | Qualité | Justification |
|---|---|---|---|
| 1. | SALOGO Mahamoudou | 1er Secrétaire | Travaux COMFIB sur le budget |
| 2. | SANOU Yaya | Membre | Travaux COMFIB sur le budget |

## Liste des députés absents

| N° d'ordre | Nom et Prénom (s) | Qualité |
|---|---|---|
| 1. | SOULAMA Ousséni | Membre |

## Liste des députés des commissions saisies pour avis

| N° d'ordre | Nom et Prénom (s) | Commission |
|---|---|---|
| 1. | BAMOUNI/KANSONO Esther | CGSASH |
| 2. | SANGARE Moussa | CAEDS |
| 3. | KABRE Aboubacar | CDD |

## Liste des députés des commissions saisies pour avis absent excusés

| N° d'ordre | Nom et Prénom (s) | Commission | Justification |
|---|---|---|---|
| 1. | SANOGO Drissa | COMFIB | Travaux COMFIB à ziniaré |

## Liste du personnel administratif

| N° d'ordre | Nom(s) et prénom(s) | Fonction |
|---|---|---|
| 1. | KABRE Claver | Conseiller juridique |
| 2. | SEGDA Casimir | Chargé de mission |
| 3. | COMPAORE Pascal | Chargé de mission |
| 4. | OUEDRAOGO N. Gérard | Conseiller |
| 5. | BERE K. Aristide | Conseiller |
| 6. | POODA/ZINABA Danielle Berthe Wendyam | Administrateur des services législatifs |
| 7. | OUEDRAOGO Anayidwendé Nicodème | Juriste |
| 8. | DOMBA Malassi Isaac | Administrateur civil |
| 9. | BAMBARA Auguste Marie R. | Conseiller CDD |
| 10. | KYERE/YAOGO Pascaline | Administrateur des services législatifs CGSASH |
| 11. | Dr BALBONE Idrissa | Conseiller CAEDS |
| 12. | BAPINA/SARE Inès Fabiola | Secrétaire de direction |
| 13. | GUIENNE Stevenn | Agent de liaison |

## Liste du personnel administratif absent excusé

| N° d'ordre | Nom(s) et prénom(s) | Fonction | Justification |
|---|---|---|---|
| 1. | KOANDA Daouda | Conseiller | Mission Arabie Saoudite |
| 2. | DALA/ASSAN Letitia Thérèse | Administrateur des services législatifs | Travaux COMFIB sur le budget |
| 3. | SEBEGO Roland | Conseiller COMFIB | Travaux COMFIB ziniaré |

**Troisième séance d'appropriation du projet de loi : 15/11/2025**

**Liste des députés présents**

| N° d'ordre | Nom et prénom (s) | Qualité |
|---|---|---|
| 1. | **OUEDRAOGO/KANDOLO Linda Gwladys** | **Présidente** |
| 2. | **BALBONE Boubacar** | **Vice-président** |
| 3. | DAMIEN/YOUL Ini Inkouraba | Membre |
| 4. | DIALLA Moumouni | Membre |
| 5. | GANSONRE Marc Bertin | Membre |
| 6. | GUITI Lassina | Membre |
| 7. | KINDA Mickaël | Membre |
| 8. | LOMPO Dafidi David | Membre |
| 9. | OUARE Samadou | Membre |
| 10. | OUEDRAOGO Aly Badra | Membre |
| 11. | OUEDRAOGO Irméan François | Membre |
| 12. | OUEDRAOGO Souleymane | Membre |
| 13. | THIOMBIANO Yempabou Fayçal Harold | Membre |
| 14. | ZOUNGRANA Daniel | Membre |

## Liste des députés absents excusés

| N° d'ordre | Nom et Prénom (s) | Qualité | Justification |
|---|---|---|---|
| 1. | SALOGO Mahamoudou | 1er Secrétaire | Travaux COMFIB sur le budget |
| 2. | TAPSOBA Lin Désiré | 2e Secrétaire | Délai de route Koudougou-Ouaga |
| 3. | NANA Basile | Membre | Délai de route Koudougou-Ouaga |
| 4. | SANOU Yaya | Membre | Travaux COMFIB sur le budget |

## Liste des députés absents

| N° d'ordre | Nom et Prénom (s) | Qualité |
|---|---|---|
| 1. | DIALLO Ousmane | Membre |
| 2. | SOULAMA Ousséni | Membre |

## Liste des députés des commissions saisies pour avis

| N° d'ordre | Nom et Prénom (s) | Commission |
|---|---|---|
| 1. | BAMOUNI/KANSONO Esther | CGSASH |
| 2. | SANGARE Moussa | CAEDS |
| 3. | KABRE Aboubacar | CDD |

## Liste des députés des commissions saisies pour avis absents excusés

| N° d'ordre | Nom et Prénom (s) | Commission | Justification |
|---|---|---|---|
| 1. | SANOGO Drissa | COMFIB | Délai de route Ouaga-KDG |

## Liste du personnel administratif

| N° d'ordre | Nom(s) et prénom(s) | Fonction |
|---|---|---|
| 1. | KABRE Claver | Conseiller juridique |
| 2. | SEGDA Casimir | Chargé de mission |
| 3. | COMPAORE Pascal | Chargé de mission |
| 4. | OUEDRAOGO N. Gérard | Conseiller |
| 5. | BERE K. Aristide | Conseiller |
| 6. | POODA/ZINABA Danielle Berthe Wendyam | Administrateur des services législatifs |
| 7. | OUEDRAOGO Anayidwendé Nicodème | Juriste |
| 8. | DOMBA Malassi Isaac | Administrateur civil |
| 9. | BAMBARA Auguste Marie R. | Conseiller CDD |
| 10. | KYERE/YAOGO Pascaline | Administrateur des services législatifs CGSASH |
| 11. | Dr BALBONE Idrissa | Conseiller CAEDS |
| 12. | BAPINA/SARE Inès Fabiola | Secrétaire de direction |
| 13. | GUIENNE Stevenn | Agent de liaison |

## Liste du personnel administratif absents excusés

| N° d'ordre | Nom(s) et prénom(s) | Fonction | Justification |
|---|---|---|---|
| 1. | KOANDA Daouda | Conseiller | Mission Arabie Saoudite |
| 2. | DALA/ASSAN Letitia Thérèse | Administrateur des services législatifs | Travaux COMFIB sur le budget |
| 3. | SEBEGO Roland | Conseiller COMFIB | Délai de route Ouaga-KDG |

## Quatrième séance d'appropriation du projet de loi : 16/11/2025

## Liste des députés présents

| N° d'ordre | Nom et prénom (s) | Qualité |
|---|---|---|
| 1. | **OUEDRAOGO/KANDOLO Linda Gwladys** | **Présidente** |
| 2. | **BALBONE Boubacar** | **Vice-président** |
| 3. | DAMIEN/YOUL Ini Inkouraba | Membre |
| 4. | DIALLA Moumouni | Membre |
| 5. | DIALLO Ousmane | Membre |
| 6. | GANSONRE Marc Bertin | Membre |
| 7. | GUITI Lassina | Membre |
| 8. | KINDA Mickaël | Membre |
| 9. | LOMPO Dafidi David | Membre |

| N° d'ordre | Nom et prénom (s) | Qualité |
|---|---|---|
| 10. | OUARE Samadou | Membre |
| 11. | OUEDRAOGO Aly Badra | Membre |
| 12. | OUEDRAOGO Irméan François | Membre |
| 13. | OUEDRAOGO Souleymane | Membre |
| 14. | SOULAMA Ousséni | Membre |
| 15. | THIOMBIANO Yempabou Fayçal Harold | Membre |
| 16. | ZOUNGRANA Daniel | Membre |

**Liste des députés absents excusés**

| N° d'ordre | Nom et Prénom (s) | Qualité | Justification |
|---|---|---|---|
| 1. | SALOGO Mahamoudou | 1er Secrétaire | Travaux COMFIB sur le budget |
| 2. | TAPSOBA Lin Désiré | 2e Secrétaire | Mission UPA |
| 3. | NANA Basile | Membre | Mission UPA |
| 4. | SANOU Yaya | Membre | Travaux COMFIB sur le budget |

## Liste des députés des commissions saisies pour avis

| N° d'ordre | Nom et Prénom (s) | Commission |
|---|---|---|
| 1. | BAMOUNI/KANSONO Esther | CGSASH |
| 2. | SANGARE Moussa | CAEDS |
| 3. | KABRE Aboubacar | CDD |
| 4. | SANOGO Drissa | COMFIB |

## Liste du personnel administratif

| N° d'ordre | Nom(s) et prénom(s) | Fonction |
|---|---|---|
| 1. | KABRE Claver | Conseiller juridique |
| 2. | SEGDA Casimir | Chargé de mission |
| 3. | COMPAORE Pascal | Chargé de mission |
| 4. | OUEDRAOGO N. Gérard | Conseiller |
| 5. | BERE K. Aristide | Conseiller |
| 6. | KOANDA Daouda | Conseiller |
| 7. | POODA/ZINABA Danielle Berthe Wendyam | Administrateur des services législatifs |
| 8. | OUEDRAOGO Anayidwendé Nicodème | Juriste |
| 9. | DOMBA Malassi Isaac | Administrateur civil |
| 10. | BAMBARA Auguste Marie R. | Conseiller CDD |
| 11. | KYERE/YAOGO Pascaline | Administrateur des services législatifs CGSASH |

| | | |
|---|---|---|
| 12. | Dr BALBONE Idrissa | Conseiller CAEDS |
| 13. | SEBEGO Roland | Conseiller COMFIB |
| 14. | BAPINA/SARE Inès Fabiola | Secrétaire de direction |
| 15. | GUIENNE Stevenn | Agent de liaison |

**Liste du personnel administratif absent excusé**

| N° d'ordre | Nom(s) et prénom(s) | Fonction | Justification |
|---|---|---|---|
| 1. | DALA/ASSAN Letitia Thérèse | Administrateur des services législatifs | Travaux COMFIB sur le budget |

**Cinquième à la huitième séance d'appropriation du projet de loi : 17, 18, 19**

**20/11/2025**

**Liste des députés présents**

| N° d'ordre | Nom et prénom (s) | Qualité |
|---|---|---|
| 1. | **OUEDRAOGO/KANDOLO Linda Gwladys** | **Présidente** |
| 2. | **BALBONE Boubacar** | **Vice-président** |
| 3. | DAMIEN/YOUL Ini Inkouraba | Membre |
| 4. | DIALLA Moumouni | Membre |
| 5. | DIALLO Ousmane | Membre |
| 6. | GANSONRE Marc Bertin | Membre |
| 7. | GUITI Lassina | Membre |

| N° d'ordre | Nom et prénom (s) | Qualité |
|---|---|---|
| 8. | KINDA Mickaël | Membre |
| 9. | LOMPO Dafidi David | Membre |
| 10. | OUARE Samadou | Membre |
| 11. | OUEDRAOGO Aly Badra | Membre |
| 12. | OUEDRAOGO Irméan François | Membre |
| 13. | OUEDRAOGO Souleymane | Membre |
| 14. | SOULAMA Ousséni | Membre |
| 15. | THIOMBIANO Yempabou Fayçal Harold | Membre |
| 16. | ZOUNGRANA Daniel | Membre |

**Liste des députés absents excusés**

| N° d'ordre | Nom et Prénom (s) | Qualité | Justification |
|---|---|---|---|
| 1. | **SALOGO Mahamoudou** | **1er Secrétaire** | **Travaux COMFIB sur le budget** |
| 2. | **TAPSOBA Lin Désiré** | **2e Secrétaire** | **Mission UPA** |
| 3. | NANA Basile | Membre | Mission UPA |
| 4. | SANOU Yaya | Membre | Travaux COMFIB sur le budget |

## Liste des députés des commissions saisies pour avis

| N° d'ordre | Nom et Prénom (s) | Commission |
|---|---|---|
| 1. | BAMOUNI/KANSONO Esther | CGSASH |
| 2. | SANGARE Moussa | CAEDS |
| 3. | KABRE Aboubacar | CDD |
| 4. | SANOGO Drissa | COMFIB |

## Liste du personnel administratif

| N° d'ordre | Nom(s) et prénom(s) | Fonction |
|---|---|---|
| 1. | KABRE Claver | Conseiller juridique |
| 2. | SEGDA Casimir | Chargé de mission |
| 3. | COMPAORE Pascal | Chargé de mission |
| 4. | OUEDRAOGO N. Gérard | Conseiller |
| 5. | BERE K. Aristide | Conseiller |
| 6. | KOANDA Daouda | Conseiller |
| 7. | POODA/ZINABA Danielle Berthe Wendyam | Administrateur des services législatifs |
| 8. | OUEDRAOGO Anayidwendé Nicodème | Juriste |
| 9. | DOMBA Malassi Isaac | Administrateur civil |
| 10. | BAMBARA Auguste Marie R. | Conseiller CDD |

| | | |
|---|---|---|
| 11. | KYERE/YAOGO Pascaline | Administrateur des services législatifs CGSASH |
| 12. | Dr BALBONE Idrissa | Conseiller CAEDS |
| 13. | SEBEGO Roland | Conseiller COMFIB |
| 14. | BAPINA/SARE Inès Fabiola | Secrétaire de direction |
| 15. | GUIENNE Stevenn | Agent de liaison |

**Liste du personnel administratif absent excusé**

| N° d'ordre | Nom(s) et prénom(s) | Fonction | Justification |
|---|---|---|---|
| 1. | DALA/ASSAN Letitia Thérèse | Administrateur des services législatifs | Travaux COMFIB sur le budget |

**Neuvième séance d'appropriation du projet de loi : 21/11/2025**

**Liste des députés présents**

| N° d'ordre | Nom et prénom (s) | Qualité |
|---|---|---|
| 1. | **BALBONE Boubacar** | **Vice-président** |
| 2. | DAMIEN/YOUL Ini Inkouraba | Membre |
| 3. | DIALLA Moumouni | Membre |
| 4. | DIALLO Ousmane | Membre |
| 5. | GANSONRE Marc Bertin | Membre |
| 6. | GUITI Lassina | Membre |

| N° d'ordre | Nom et prénom (s) | Qualité |
|---|---|---|
| 7. | KINDA Mickaël | Membre |
| 8. | LOMPO Dafidi David | Membre |
| 9. | OUARE Samadou | Membre |
| 10. | OUEDRAOGO Aly Badra | Membre |
| 11. | OUEDRAOGO Irméan François | Membre |
| 12. | OUEDRAOGO Souleymane | Membre |
| 13. | SOULAMA Ousséni | Membre |
| 14. | THIOMBIANO Yempabou Fayçal Harold | Membre |
| 15. | ZOUNGRANA Daniel | Membre |

**Liste des députés absents excusés**

| N° d'ordre | Nom et Prénom (s) | Qualité | Justification |
|---|---|---|---|
| 1. | OUEDRAOGO/KANDOLO Linda Gwladys | Présidente | Délai de route Koudougou-Ouaga |
| 2. | SALOGO Mahamoudou | 1er Secrétaire | Travaux COMFIB sur le budget |
| 3. | TAPSOBA Lin Désiré | 2e Secrétaire | Mission UPA |
| 4. | NANA Basile | Membre | Mission UPA |
| 5. | SANOU Yaya | Membre | Travaux COMFIB sur le budget |

## Liste des députés des commissions saisies pour avis

| N° d'ordre | Nom et Prénom (s) | Commission |
|---|---|---|
| 1. | BAMOUNI/KANSONO Esther | CGSASH |
| 2. | SANGARE Moussa | CAEDS |
| 3. | KABRE Aboubacar | CDD |
| 4. | SANOGO Drissa | COMFIB |

## Liste du personnel administratif

| N° d'ordre | Nom(s) et prénom(s) | Fonction |
|---|---|---|
| 1. | KABRE Claver | Conseiller juridique |
| 2. | SEGDA Casimir | Chargé de mission |
| 3. | COMPAORE Pascal | Chargé de mission |
| 4. | OUEDRAOGO N. Gérard | Conseiller |
| 5. | BERE K. Aristide | Conseiller |
| 6. | KOANDA Daouda | Conseiller |
| 7. | POODA/ZINABA Danielle Berthe Wendyam | Administrateur des services législatifs |
| 8. | OUEDRAOGO Anayidwendé Nicodème | Juriste |
| 9. | DOMBA Malassi Isaac | Administrateur civil |
| 10. | BAMBARA Auguste Marie R. | Conseiller CDD |

| | | |
|---|---|---|
| 11. | KYERE/YAOGO Pascaline | Administrateur des services législatifs CGSASH |
| 12. | Dr BALBONE Idrissa | Conseiller CAEDS |
| 13. | SEBEGO Roland | Conseiller COMFIB |
| 14. | BAPINA/SARE Inès Fabiola | Secrétaire de direction |
| 15. | GUIENNE Stevenn | Agent de liaison |

**Liste du personnel administratif absent excusé**

| N° d'ordre | Nom(s) et prénom(s) | Fonction | Justification |
|---|---|---|---|
| 1. | DALA/ASSAN Letitia Thérèse | Administrateur des services législatifs | Travaux COMFIB sur le budget |

**Dixième séance d'appropriation du projet de loi : 22/11/2025**

**Liste des députés présents**

| N° d'ordre | Nom et prénom (s) | Qualité |
|---|---|---|
| 1. | **BALBONE Boubacar** | **Vice-président** |
| 2. | DAMIEN/YOUL Ini Inkouraba | Membre |
| 3. | DIALLA Moumouni | Membre |
| 4. | DIALLO Ousmane | Membre |
| 5. | GANSONRE Marc Bertin | Membre |
| 6. | GUITI Lassina | Membre |

| N° d'ordre | Nom et prénom (s) | Qualité |
|---|---|---|
| 7. | KINDA Mickaël | Membre |
| 8. | LOMPO Dafidi David | Membre |
| 9. | OUARE Samadou | Membre |
| 10. | OUEDRAOGO Aly Badra | Membre |
| 11. | OUEDRAOGO Irméan François | Membre |
| 12. | OUEDRAOGO Souleymane | Membre |
| 13. | SOULAMA Ousséni | Membre |
| 14. | THIOMBIANO Yempabou Fayçal Harold | Membre |
| 15. | ZOUNGRANA Daniel | Membre |

**Liste des députés absents excusés**

| N° d'ordre | Nom et Prénom (s) | Qualité | Justification |
|---|---|---|---|
| 1. | **OUEDRAOGO/KANDOLO Linda Gwladys** | **Présidente** | **Mission** |
| 2. | **SALOGO Mahamoudou** | **1er Secrétaire** | **Travaux COMFIB sur le budget** |
| 3. | **TAPSOBA Lin Désiré** | **2e Secrétaire** | **Mission UPA** |
| 4. | NANA Basile | Membre | Mission UPA |
| 5. | SANOU Yaya | Membre | Travaux COMFIB sur le budget |

## Liste des députés des commissions saisies pour avis

| N° d'ordre | Nom et Prénom (s) | Commission |
|---|---|---|
| 1. | BAMOUNI/KANSONO Esther | CGSASH |
| 2. | SANGARE Moussa | CAEDS |
| 3. | KABRE Aboubacar | CDD |
| 4. | SANOGO Drissa | COMFIB |

## Liste du personnel administratif

| N° d'ordre | Nom(s) et prénom(s) | Fonction |
|---|---|---|
| 1. | KABRE Claver | Conseiller juridique |
| 2. | SEGDA Casimir | Chargé de mission |
| 3. | COMPAORE Pascal | Chargé de mission |
| 4. | OUEDRAOGO N. Gérard | Conseiller |
| 5. | BERE K. Aristide | Conseiller |
| 6. | KOANDA Daouda | Conseiller |
| 7. | POODA/ZINABA Danielle Berthe Wendyam | Administrateur des services législatifs |
| 8. | OUEDRAOGO Anayidwendé Nicodème | Juriste |
| 9. | DOMBA Malassi Isaac | Administrateur civil |
| 10. | BAMBARA Auguste Marie R. | Conseiller CDD |

| | | |
|---|---|---|
| 11. | KYERE/YAOGO Pascaline | Administrateur des services législatifs CGSASH |
| 12. | Dr BALBONE Idrissa | Conseiller CAEDS |
| 13. | SEBEGO Roland | Conseiller COMFIB |
| 14. | BAPINA/SARE Inès Fabiola | Secrétaire de direction |
| 15. | GUIENNE Stevenn | Agent de liaison |

**Liste du personnel administratif absent excusé**

| N° d'ordre | Nom(s) et prénom(s) | Fonction | Justification |
|---|---|---|---|
| 1. | DALA/ASSAN Letitia Thérèse | Administrateur des services législatifs | Travaux COMFIB sur le budget |

## Première séance d'audition des acteurs du 24/11/2025

## Liste des députés présents

| N° d'ordre | Nom et prénom (s) | Qualité |
|---|---|---|
| 1. | **BALBONE Boubacar** | **Vice-président** |
| 2. | DIALLA Moumouni | Membre |
| 3. | DAMIEN/YOUL Ini Inkouraba | Membre |
| 4. | DIALLO Ousmane | Membre |
| 5. | GANSONRE Marc Bertin | Membre |
| 6. | GUITI Lassina | Membre |
| 7. | KINDA Mickaël | Membre |
| 8. | OUARE Samadou | Membre |
| 9. | OUEDRAOGO Aly Badra | Membre |
| 10. | OUEDRAOGO Souleymane | Membre |
| 11. | SOULAMA Ousséni | Membre |
| 12. | THIOMBIANO Yempabou Fayçal Harold | Membre |
| 13. | ZOUNGRANA Daniel | Membre |

## Liste des députés absents excusés

| N° d'ordre | Nom et Prénom (s) | Qualité | Justification |
|---|---|---|---|
| 1. | **OUEDRAOGO/KANDOLO Linda Gwladys** | **Présidente** | **Mission** |
| 2. | **SALOGO Mahamoudou** | **1er Secrétaire** | **Travaux comfib** |
| 3. | **TAPSOBA Lin Désiré** | **2e Secrétaire** | **Examen médical** |
| 4. | LOMPO Dafidi David | Membre | Interim PALT |
| 5. | OUEDRAOGO Irméan François | Membre | Autorisation d'absence |
| 6. | SANOU Yaya | Membre | Travaux comfib |

## Député absent

| N° d'ordre | Nom et Prénom (s) | Qualité |
|---|---|---|
| 1. | NANA Basile | Membre |

## Liste des députés des commissions saisies pour avis

| N° d'ordre | Nom et Prénom (s) | Commission |
|---|---|---|
| 1. | SANOGO Drissa | COMFIB |
| 2. | BAMOUNI/KANSONO Esther | CGSASH |

## Liste de présence des acteurs auditionnés le 24/11/2025

| N° d'ordre | Nom et Prénom (s) | Structure |
|---|---|---|
| 1. | BAGUEMZANRÉ Thomas Razaag-naaba | AMEL-BF |
| 2. | HIEN Mutan | AMEL-BF |
| 3. | YADA Salif | AMEL-BF |
| 4. | OUATTARA Mamadou | AMEL-BF |
| 5. | GUIRE Sidiki | Amicale des anciens administrateurs civils à la retraite |
| 6. | SANFO /YE D. Hélène | Amicale des anciens administrateurs civils à la retraite |
| 7. | DIEME Baba | Amicale des anciens administrateurs civils à la retraite |
| 8. | LAMIEN/OUANDO Adiza | Amicale des anciens administrateurs civils à la retraite |
| 9. | TRAORE Moussa Fah | AMBF |
| 10. | POUYA Thomas Dakin | AMBF |

## Liste du personnel administratif

| N° d'ordre | Nom(s) et prénom(s) | Fonction |
|---|---|---|
| 1. | OUEDRAOGO N. Gérard | Conseiller |
| 2. | BERE K. Aristide | Conseiller |
| 3. | KOANDA Daouda | Conseiller |
| 4. | POODA/ZINABA Danielle Berthe Wendyam | Administrateur des services législatifs |
| 5. | OUEDRAOGO Anayidwendé Nicodème | Juriste |
| 6. | DOMBA Malassi Isaac | Administrateur civil |
| 7. | SEBEGO Roland | Conseiller COMFIB |
| 8. | KYERE/YAOGO Pascaline | Administrateur des services législatifs CGSASH |
| 9. | BAPINA/SARE Inès Fabiola | Secrétaire de direction |
| 10. | OUEDRAOGO Nestor | Agent de liaison |

## Liste du personnel administratif absent excusé

| N° d'ordre | Nom(s) et prénom(s) | Fonction | Justification |
|---|---|---|---|
| 1. | KABRE Claver | Conseiller juridique | Travaux AES |
| 2. | DALA/ASSAN Letitia Thérèse | Administrateur des services législatifs | Travaux COMFIB |

## Deuxième séance d'audition des acteurs du 25/11/2025

## Liste des députés présents

| N° d'ordre | Nom et prénom (s) | Qualité |
|---|---|---|
| 1. | **BALBONE Boubacar** | **Vice-président** |
| 2. | **TAPSOBA Lin Désiré** | **2e Secrétaire** |
| 3. | DAMIEN/YOUL Ini Inkouraba | Membre |
| 4. | DIALLO Ousmane | Membre |
| 5. | GUITI Lassina | Membre |
| 6. | KINDA Mickaël | Membre |
| 7. | OUARE Samadou | Membre |
| 8. | OUEDRAOGO Aly Badra | Membre |
| 9. | OUEDRAOGO Souleymane | Membre |
| 10. | SOULAMA Ousséni | Membre |
| 11. | THIOMBIANO Yempabou Fayçal Harold | Membre |
| 12. | ZOUNGRANA Daniel | Membre |

## Liste des députés absents excusés

| N° d'ordre | Nom et Prénom (s) | Qualité | Justification |
|---|---|---|---|
| 1. | **OUEDRAOGO/KANDOLO Linda Gwladys** | **Présidente** | **Mission** |
| 2. | **SALOGO Mahamoudou** | **1er Secrétaire** | **Travaux comfib** |
| 3. | GANSONRE Marc Bertin | Membre | Malade hospitalisé |
| 4. | LOMPO Dafidi David | Membre | Interim PALT |
| 5. | OUEDRAOGO Irméan François | Membre | Autorisation d'absence |
| 6. | SANOU Yaya | Membre | Travaux COMFIB |

## Liste des députés absents

| N° d'ordre | Nom et Prénom (s) | Qualité |
|---|---|---|
| 1. | DIALLA Moumouni | Membre |
| 2. | NANA Basile | Membre |

## Liste des députés des commissions saisies pour avis

| N° d'ordre | Nom et Prénom (s) | Commission |
|---|---|---|
| 1. | SANOGO Drissa | COMFIB |
| 2. | BAMOUNI/KANSONO Esther | CGSASH |
| 3. | SANGARE Moussa | CAEDS |

## Liste de présence des acteurs auditionnés le 25/11/2025

| N° d'ordre | Nom et Prénom (s) | Structure |
|---|---|---|
| 1. | KABORE Sophie Windata | ARBF |
| 2. | PALM Régis | ARBF |
| 3. | Dr OUEDRAOGO Thomas | CGD |
| 4. | DOUAMBA Simon Pierre | CGD |
| 5. | BAZIE Aimé Fabrice | CGD |
| 6. | AWEH Alira Martin | CGD |
| 7. | KIEMDE Paul | Personne ressource |
| 8. | WOROKUY David Seth | CNOSC |
| 9. | MINANHORO Djakaridja | CNOSC |
| 10. | BERTHE Seydou | CNOSC |
| 11. | GNOUMOU Lina | CNOSC |
| 12. | ZONGO Yacouba | CNOSC |

## Liste du personnel administratif

| N° d'ordre | Nom(s) et prénom(s) | Fonction |
|---|---|---|
| 1. | OUEDRAOGO N. Gérard | Conseiller |
| 2. | BERE K. Aristide | Conseiller |
| 3. | KOANDA Daouda | Conseiller |
| 4. | POODA/ZINABA Danielle Berthe Wendyam | Administrateur des services législatifs |

| | | |
|---|---|---|
| 5. | OUEDRAOGO Anayidwendé Nicodème | Juriste |
| 6. | DOMBA Malassi Isaac | Administrateur civil |
| 7. | SEBEGO Roland | Conseiller COMFIB |
| 8. | KYERE/YAOGO Pascaline | Administrateur des services législatifs CGSASH |
| 9. | BALBONE Drissa | Conseiller CAEDS |
| 10. | BAPINA/SARE Inès Fabiola | Secrétaire de direction |
| 11. | OUEDRAOGO Nestor | Agent de liaison |

**Liste du personnel administratif absents excusés**

| N° d'ordre | Nom(s) et prénom(s) | Fonction | Justification |
|---|---|---|---|
| 1. | KABRE Claver | Conseiller juridique | Travaux AES |
| 2. | DALA/ASSAN Letitia Thérèse | Administrateur des services législatifs | Travaux COMFIB |

## Séance d'audition du Gouvernement du 28/11/2025

## Liste des députés présents

| N° d'ordre | Nom et prénom (s) | Qualité |
|---|---|---|
| 1. | **BALBONE Boubacar** | **Vice-président** |
| 2. | DAMIEN/YOUL Ini Inkouraba | Membre |
| 3. | DIALLO Ousmane | Membre |
| 4. | GUITI Lassina | Membre |
| 5. | KINDA Mickaël | Membre |
| 6. | LOMPO Dafidi David | Membre |
| 7. | NANA Basile | Membre |
| 8. | OUARE Samadou | Membre |
| 9. | OUEDRAOGO Aly Badra | Membre |
| 10. | OUEDRAOGO Irméan François | Membre |
| 11. | OUEDRAOGO Souleymane | Membre |
| 12. | SOULAMA Ousséni | Membre |
| 13. | THIOMBIANO Yempabou Fayçal Harold | Membre |
| 14. | ZOUNGRANA Daniel | Membre |

## Liste des députés absents excusés

| N° d'ordre | Nom et Prénom (s) | Qualité | Justification |
|---|---|---|---|
| 1. | OUEDRAOGO/KANDOLO Linda Gwladys | Présidente | Mission |
| 2. | SALOGO Mahamoudou | 1er Secrétaire | Travaux comfib |
| 3. | GANSONRE Marc Bertin | Membre | Malade hospitalisé |
| 4. | SANOU Yaya | Membre | Travaux comfib |

## Liste des députés absents

| N° d'ordre | Nom et Prénom (s) | Qualité |
|---|---|---|
| 1. | TAPSOBA Lin Désiré | 2e Secrétaire |
| 2. | DIALLA Moumouni | Membre |

## Liste des députés des commissions saisies pour avis

| N° d'ordre | Nom et Prénom (s) | Commission |
|---|---|---|
| 1. | SANOGO Drissa | COMFIB |
| 2. | BAMOUNI/KANSONO Esther | CGSASH |
| 3. | SANGARE Moussa | CAEDS |
| 4. | KABRE Aboubacar | CDD |

## Liste de présence de la délégation gouvernementale le 28/11/2025

| N° d'ordre | Nom et Prénom (s) | Structure |
|---|---|---|
| 1. | ZERBO Emile | Ministre /MATM |
| 2. | YAMEOGO/DABIRE D. J. Marie Raïssa | DG/MATM/ADCT |
| 3. | MINOUNGOU Ludovic T. | DGDDL/MATM |
| 4. | KOUMA Karim | DGDDL/MATM |
| 5. | BOUDA Andama | DGDDL/MATM |
| 6. | YAMEOGO Jean Baptiste | DGDDL/MATM |
| 7. | BAYALA Fulgence | DGDDL/MATM |
| 8. | COULIBALY Lamine | DGDDL/MATM |
| 9. | OUEDRAOGO/TRAORE Maimouna P. | DGDDL/MATM |
| 10. | SOME/OUATTARA Kadidiatou | DGDDL/MATM |
| 11. | KONATE Eric | DGDDL/MATM |
| 12. | GUIRO Daouda | ADCT/MATM |
| 13. | OUEDRAOGO Réné | DGDDL/MATM |
| 14. | BATORO Adama | DGDDL/MATM |
| 15. | DOULKOM Honoré | CS/DGRI/MJDHRJ |

## Liste du personnel administratif

| N° d'ordre | Nom(s) et prénom(s) | Fonction |
|---|---|---|
| 1. | KABRE Claver | Conseiller juridique |
| 2. | OUEDRAOGO N. Gérard | Conseiller |
| 3. | BERE K. Aristide | Conseiller |
| 4. | KOANDA Daouda | Conseiller |
| 5. | DALA/ASSAN Letitia Thérèse | Administrateur des services législatifs |
| 6. | POODA/ZINABA Danielle Berthe Wendyam | Administrateur des services législatifs |
| 7. | OUEDRAOGO Anayidwendé Nicodème | Juriste |
| 8. | DOMBA Malassi Isaac | Administrateur civil |
| 9. | SEBEGO Roland | Conseiller COMFIB |
| 10. | KYERE/YAOGO Pascaline | Administrateur des services législatifs CGSASH |
| 11. | BALBONE Drissa | Conseiller CAEDS |
| 12. | BAMBARA Romain Auguste | Conseiller CDD |
| 13. | BAPINA/SARE Inès Fabiola | Secrétaire de direction |
| 14. | OUEDRAOGO Nestor | Agent de liaison |

## Deuxième séance d'audition du Gouvernement du 02/12/2025

## Liste des députés présents

| N° d'ordre | Nom et prénom (s) | Qualité |
|---|---|---|
| 1. | **OUEDRAOGO/KANDOLO Linda Gwladys** | **Présidente** |
| 2. | **BALBONE Boubacar** | **Vice-président** |
| 3. | **TAPSOBA Lin Désiré** | **2e Secrétaire** |
| 4. | DIALLA Moumouni | Membre |
| 5. | DIALLO Ousmane | Membre |
| 6. | GUITI Lassina | Membre |
| 7. | KINDA Mickaël | Membre |
| 8. | LOMPO Dafidi David | Membre |
| 9. | NANA Basile | Membre |
| 10. | OUARE Samadou | Membre |
| 11. | OUEDRAOGO Aly Badra | Membre |
| 12. | OUEDRAOGO Irméan François | Membre |
| 13. | OUEDRAOGO Souleymane | Membre |
| 14. | SOULAMA Ousséni | Membre |
| 15. | THIOMBIANO Yempabou Fayçal Harold | Membre |
| 16. | ZOUNGRANA Daniel | Membre |

## Liste des députés absents excusés

| N° d'ordre | Nom et Prénom (s) | Qualité | Justification |
|---|---|---|---|
| 1. | SALOGO Mahamoudou | 1er Secrétaire | Travaux comfib |
| 2. | DAMIEN/YOUL Ini Inkouraba | Membre | Autorisation d'absence n°2025-091/ALT |
| 3. | GANSONRE Marc Bertin | Membre | Malade hospitalisé |
| 4. | SANOU Yaya | Membre | Travaux comfib |

## Liste des députés des commissions saisies pour avis

| N° d'ordre | Nom et Prénom (s) | Commission |
|---|---|---|
| 1. | BAMOUNI/KANSONO Esther | CGSASH |
| 2. | SANGARE Moussa | CAEDS |
| 3. | KABRE Aboubacar | CDD |

## Liste de présence de la délégation gouvernementale le 02/12/2025

| N° d'ordre | Nom et Prénom (s) | Structure |
|---|---|---|
| 1. | ZERBO Emile | Ministre /MATM |
| 2. | YAMEOGO/DABIRE D. J. Marie Raïssa | DG/MATM/ADCT |
| 3. | MINOUNGOU Ludovic T. | DGDDL/MATM |
| 4. | KAFANDO Boukaré | DGDDL/MATM |
| 5. | BOUDA Andama | DGDDL/MATM |
| 6. | YAMEOGO Jean Baptiste | DGDDL/MATM |
| 7. | BAYALA Fulgence | DGDDL/MATM |
| 8. | COULIBALY Lamine | DGDDL/MATM |
| 9. | OUEDRAOGO/TRAORE Maimouna P. | DGDDL/MATM |
| 10. | SOME/OUATTARA Kadidiatou | DGDDL/MATM |
| 11. | KONATE Eric | DGDDL/MATM |
| 12. | OUEDRAOGO Réné | DGDDL/MATM |
| 13. | BATORO Adama | DGDDL/MATM |
| 14. | GANOU Tiebilé | DRIP/ MJDHRJ |
| 15. | DOULKOM Honoré | CS/DGRI/MJDHRJ |

## Liste du personnel administratif

| N° d'ordre | Nom(s) et prénom(s) | Fonction |
|---|---|---|
| 1. | KABRE Claver | Conseiller juridique |
| 2. | OUEDRAOGO N. Gérard | Conseiller |
| 3. | BERE K. Aristide | Conseiller |
| 4. | KOANDA Daouda | Conseiller |
| 5. | POODA/ZINABA Danielle Berthe Wendyam | Administrateur des services législatifs |
| 6. | OUEDRAOGO Anayidwendé Nicodème | Juriste |
| 7. | DOMBA Malassi Isaac | Administrateur civil |
| 8. | SEBEGO Roland | Conseiller COMFIB |
| 9. | KYERE/YAOGO Pascaline | Administrateur des services législatifs CGSASH |
| 10. | BALBONE Drissa | Conseiller CAEDS |
| 11. | BAMBARA Romain Auguste | Conseiller CDD |
| 12. | BAPINA/SARE Inès Fabiola | Secrétaire de direction |
| 13. | OUEDRAOGO Nestor | Agent de liaison |

## Liste du personnel administratif absent excusé

| N° d'ordre | Nom(s) et prénom(s) | Fonction | Justification |
|---|---|---|---|
| 1. | DALA/ASSAN Letitia Thérèse | Administrateur des services législatifs | Travaux COMFIB |

## Séance d'adoption du rapport du 05/12/2025

## Liste des députés présents

| N° d'ordre | Nom et prénom (s) | Qualité |
|---|---|---|
| 1. | **OUEDRAOGO/KANDOLO Linda Gwladys** | **Présidente** |
| 2. | **BALBONE Boubacar** | **Vice-président** |
| 3. | **TAPSOBA Lin Désiré** | **2e Secrétaire** |
| 4. | DIALLO Ousmane | Membre |
| 5. | GUITI Lassina | Membre |
| 6. | KINDA Mickaël | Membre |
| 7. | NANA Basile | Membre |
| 8. | OUARE Samadou | Membre |
| 9. | OUEDRAOGO Aly Badra | Membre |
| 10. | OUEDRAOGO Irméan François | Membre |
| 11. | OUEDRAOGO Souleymane | Membre |
| 12. | SOULAMA Ousséni | Membre |
| 13. | THIOMBIANO Yempabou Fayçal Harold | Membre |
| 14. | ZOUNGRANA Daniel | Membre |

## Liste des députés absents excusés

| N° d'ordre | Nom et Prénom (s) | Qualité | Justification |
|---|---|---|---|
| 1. | SALOGO Mahamoudou | 1er Secrétaire | Travaux comfib |
| 2. | DAMIEN/YOUL Ini Inkouraba | Membre | Autorisation d'absence n°2025-091/ALT |
| 3. | GANSONRE Marc Bertin | Membre | Malade hospitalisé |
| 4. | LOMPO Dafidi David | Membre | Mission Fada |
| 5. | SANOU Yaya | Membre | Travaux comfib |

## Liste des députés absents

| N° d'ordre | Nom et Prénom (s) | Qualité |
|---|---|---|
| 1. | DIALLA Moumouni | Membre |

## Liste des députés des commissions saisies pour avis

| N° d'ordre | Nom et Prénom (s) | Commission |
|---|---|---|
| 1. | BAMOUNI/KANSONO Esther | CGSASH |
| 2. | SANGARE Moussa | CAEDS |
| 3. | KABRE Aboubacar | CDD |
| 4. | SANOGO Drissa | COMFIB |

## Liste de présence de la délégation gouvernementale le 05/12/2025

| N° d'ordre | Nom et Prénom (s) | Structure |
|---|---|---|
| 1. | ZERBO Emile | Ministre /MATM |
| 2. | YAMEOGO/DABIRE D. J. Marie Raissa | DG/MATM/ADCT |
| 3. | MINOUNGOU Ludovic T. | DGDDL/MATM |
| 4. | KAFANDO Boukaré | DGDDL/MATM |
| 5. | YAMEOGO Jean Baptiste | DGDDL/MATM |
| 6. | COULIBALY Lamine | DGDDL/MATM |
| 7. | OUEDRAOGO/TRAORE Maimouna P. | DGDDL/MATM |
| 8. | SOME/OUATTARA Kadidiatou | DGDDL/MATM |
| 9. | KONATE Eric | DGDDL/MATM |
| 10. | OUEDRAOGO Réné | DGDDL/MATM |
| 11. | BATORO Adama | DGDDL/MATM |
| 12. | DOULKOM Honoré | CS/DGRI/MJDHRJ |

## Liste du personnel administratif

| N° d'ordre | Nom(s) et prénom(s) | Fonction |
|---|---|---|
| 1. | KABRE Claver | Conseiller juridique |
| 2. | OUEDRAOGO N. Gérard | Conseiller |
| 3. | BERE K. Aristide | Conseiller |
| 4. | KOANDA Daouda | Conseiller |
| 5. | DALA/ASSAN Letitia Thérèse | Administrateur des services législatifs |
| 6. | POODA/ZINABA Danielle Berthe Wendyam | Administrateur des services législatifs |
| 7. | OUEDRAOGO Anayidwendé Nicodème | Juriste |
| 8. | DOMBA Malassi Isaac | Administrateur civil |
| 9. | SEBEGO Roland | Conseiller COMFIB |
| 10. | KYERE/YAOGO Pascaline | Administrateur des services législatifs CGSASH |
| 11. | BALBONE Drissa | Conseiller CAEDS |
| 12. | BAMBARA Romain Auguste | Conseiller CDD |
| 13. | BAPINA/SARE Inès Fabiola | Secrétaire de direction |
| 14. | OUEDRAOGO Nestor | Agent de liaison |